**ANNEXE Dossier CEDRE**



**LETTRE DE CANDIDATURE et ATTESTATION SUR L’HONNEUR**

Je soussigné(e), ……………………………………………………………. (Nom, prénom) représentant(e) légal(e) de

l’entreprise « ......................................................... .........................................................»,

présente ma candidature au dispositif régional « Contrat pour l’Emploi et le Développement Responsable des Entreprises » 2022-2025, et :

* Certifie avoir pris connaissance des critères d’éligibilité à ce dispositif et m’engage
	+ A créer 2 emplois en CDI dans le cadre du développement de mon entreprise
	+ A entreprendre une démarche de progrès RSE et transition écologique impliquant les collaborateurs et les parties prenantes externes
	+ A m’engager sur les 3 ans du dispositif
* Atteste employer au jour du dépôt de la candidature …….salariés représentant ……..Equivalent-Temps-Plein.
* Atteste n’avoir procédé à aucun licenciement économique au cours des douze derniers mois ;
* Atteste être une TPE ou PME au sens européen ;
* Atteste que mes établissements principaux sont situés en Provence Alpes Côte d’Azur ;
* Atteste que mon entreprise n’a pas reçu plus de 190 500 € d’aides de Minimis sur les 2 exercices fiscaux précédents et sur l'exercice en cours ;
* Certifie que la structure est régulièrement déclarée et qu’elle est en règle au regard de l’ensemble des déclarations sociales, parafiscales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants ;
* Certifie que la structure ne fait pas l’objet d’une procédure collective ;
* Précise que mon entreprise est soumise à la TVA OUI NON
* Certifie exactes et sincères les informations du dossier de candidature ;
* Prend acte du fait qu’en cas de non-respect de ces règles, je m’expose au remboursement des sommes engagées par la Région dans le cadre du dispositif CEDRE ;

**Fait, le ............................................ à .........................................................**

**Signature Cachet de la structure**

**ATTESTATION DES MINIMIS**

**Déclaration des aides publiques perçues au titre du règlement relatif aux aides de minimis**

*Règlement CE n° 1407/2013**de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l’application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne aux aides de minimis*

Nom de l’entreprise[[1]](#footnote-1) :

Nom du représentant de l’entreprise :

Intitulé de l’action concernée : **Contrat pour l’Emploi et le Développement Responsable des Entreprises 2022-2025**

Je soussigné, (Nom et qualité)………………………………………………., certifie sur l’honneur l’exactitude et l’exhaustivité des informations ci-dessous :

L’entreprise a bénéficié au cours des 2 exercices fiscaux précédents et de l’exercice fiscal en cours d’aides relevant du régime « de minimis »[[2]](#footnote-2) détaillées dans le tableau suivant et dont le montant total est inférieur à 190 500 €.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objet de l’aide** | **Forme de l’aide (subvention, bonification d’intérêts, prêt, apport en capital, garantie,…)**  | **Organisme attributaire** | **Date d’attribution de l’aide** | **Montant de l’aide** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **TOTAL :**  |  |

*Indiquer NEANT si l’entreprise n’a bénéficié d’aucune aide relevant du régime de minimis au cours des 2 exercices fiscaux précédentes et de l’exercice fiscal en cours*

**Date :**

**Signature du représentant légal**

**Cachet de l’entreprise**

1. L’entreprise est entendue au sens du règlement communautaire *de minimis* susvisé. [↑](#footnote-ref-1)
2. La mention du régime *de minimis* doit être expressément visée (cf. délibération accordant l’aide, convention de subventionnement ou encore courrier de notification). [↑](#footnote-ref-2)